

Réf. : « Programme de Soutien au Développement Productif ». Avenant No. 1 aux Accords de Financement Non Remboursable 2416/GR-HA et No. GRT/HR-12410-HA.

AVENANT NO. 1, dénommée ci-après « l'Avenant », signé le 18 février 2013, entre la REPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT, dénommée ci-après la « Banque », en sa qualité d'Administrateur des fonds qui lui sont transférés par l'Association Internationale de Développement « IDA » et provenant du Fonds de Reconstruction d'Haïti « FRH », et en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque ; chacune, dénommée ci-après une « Partie » et conjointement, dénommée ci-après les « Parties ».

ATTENDU QU'en date du 9 octobre 2010, les Parties ont signé l'Accord de Financement Non Remboursable 2416/GR-HA, ci-après dénommé « l'Accord Cadre », pour le financement du "Programme de Mise en Place d'un Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour le Développement des Entreprises", par lequel la Banque a octroyé au Bénéficiaire un financement jusqu'à concurrence d'un montant de vingt millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (ÉU\$20.000.000) sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, ci-après dénommé la « Contribution ». Dans le présent Avenant, à moins qu'on en dispose autrement, le terme "dollars" signifie la monnaie ayant cours légal aux Etats-Unis d'Amérique ;

ATTENDU QU'en date du 23 septembre 2011, les Parties ont signé l'Accord de Financement Additionnel Non Remboursable No. GRT/HR-12410-HA, ci-après dénommé « l'Accord de Financement Additionnel », par lequel la Banque a octroyé au Bénéficiaire un financement additionnel jusqu'à concurrence d'un montant de douze millions cinq cent mille dollars (ÉU\$12.500.000) sur les ressources du FRH, ci-après dénommé la « Contribution Additionnelle », pour cofinancer le "Programme de Mise en Place d'un Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour le Développement des Entreprises" ; et

ATTENDUE QUE le Bénéficiaire a demandé à la Banque de reformuler les Financements Non Remboursables 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA, dans le cadre de la programmation annuelle 2012, afin de réorienter une partie des ressources de la Contribution et de la Contribution Additionnelle pour financer le "Programme de Soutien au Développement Productif" ;

EN FOI DE QUOI, pour reformuler les Financements Non Remboursables 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA, les Parties conviennent de modifier, tel que stipulé dans le présent Avenant, l'Accord Cadre et l'Accord de Financement Additionnel :

## **ARTICLE I. RESSOURCES REORIENTEES POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME ET COÛT DU PROGRAMME**

1. **Ressources réorientées.** Les Parties conviennent de réorienter les ressources suivantes pour financer le “Programme de Soutien au Développement Productif”, ci-après dénommé le « Programme » :

- (a) jusqu’à concurrence d’un montant de cinq millions deux cent cinquante mille dollars (ÉU\$5.250.000) sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, de la Contribution dans le cadre de l’Accord de Financement Non Remboursable 2416/GR-HA ; et
- (b) jusqu’à concurrence d’un montant de cinq millions de dollars (ÉU\$5.000.000) sur les ressources du FRH, de la Contribution Additionnelle dans le cadre de l’Accord de Financement Additionnel Non Remboursable No. GRT/HR-12410-HA.

2. **Ressources additionnelles.** Conformément aux Articles 6.04 des Normes Générales de l’Accord Cadre et de l’Accord de Financement Additionnel, le Bénéficiaire s’engage à apporter en temps opportun, les apports nécessaires, ci-après dénommé « l’Apport », en complément à la Contribution et à la Contribution Additionnelle, pour l’exécution complète et ininterrompue du Programme. Par ailleurs, le Programme prévoit : (i) dans le Sous-programme I, que les microentreprises bénéficiant du Programme participent au paiement des honoraires des gérants des microparc pendant la durée d’exécution du Programme ; et (ii) dans le Sous-programme II, que les entreprises bénéficiaires participent au financement pour la création de sociétés de crédit-bail et pour cofinancer l’assistance technique correspondante ; jusqu’à concurrence d’un montant estimé à la contre-valeur de sept millions de dollars (ÉU\$7.000.000).

3. **Coût du Programme.** Le coût total du Programme est estimé à la contre-valeur de dix-sept millions deux cent cinquante mille dollars (ÉU\$17.250.000). L’Annexe de cet Avenant inclut le budget du Programme avec la ventilation par catégorie d’investissement et sources de financement.

4. **Ressources reprises.** En plus, en cohérence avec les dispositions du paragraphe 4.14, h., des Annexes de l’Accord Cadre et de l’Accord de Financement Additionnel, les ressources provenant des recouvrements des garanties dans le cadre du “Programme de Mise en Place d’un Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour le Développement des Entreprises”, ainsi que les ressources déjà décaissées de la Contribution et de la Contribution Additionnelle pour financer ledit programme mais qui n’avaient pas encore été utilisées, seront aussi réorientées pour financer les activités du Programme, ou autres fins similaires aux objectifs du Programme, à être convenues entre la Banque et le Bénéficiaire. De même, les ressources provenant des recouvrements dans ce Programme pourront financer les autres activités du Programme, ou autres fins similaires aux objectifs du Programme, à être convenues entre la Banque et le Bénéficiaire.

## **ARTICLE II. LE PROGRAMME ET L'ORGANISME D'EXÉCUTION**

1. Les ressources réorientées au Programme décrites dans l'Article I ci-dessus seront gérées comme le "Programme de Soutien au Développement Productif", avec deux sous-programmes. Les aspects principaux du Programme sont décrits dans l'Annexe du présent Avenant, ci-après dénommé « l'Annexe » qui s'y ajoute.

2. Pour l'utilisation des ressources réorientées, les Parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie et des Finances, dénommée ci-après « l'Organisme d'Exécution » ou « MEF », dont le Bénéficiaire certifie la capacité légale et financière d'agir comme tel.

## **ARTICLE III. CONDITIONS SPECIALES AU DÉCAISSEMENT DES RESSOURCES RÉORIENTÉES**

1. Aux fins de cet Avenant, le premier décaissement des ressources réorientées par le présent pour financer le Programme est subordonné à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque :

- (a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs rapports juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans le présent Avenant, sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera raisonnablement pertinentes.
- (b) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, devra avoir désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution du présent Avenant et il devra avoir fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, le Bénéficiaire devra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou conjointement.
- (c) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, devra avoir présenté à la Banque un rapport initial préparé selon les directives données par la Banque et qui en plus d'autres informations que la Banque pourrait raisonnablement demander conformément au présent Avenant, devra comprendre: (i) un plan d'exécution du Programme, les plans, caractéristiques techniques et cahier des charges jugés nécessaires de l'avis de la Banque ; (ii) un calendrier d'exécution des travaux ; (iii) un état de l'origine et de l'utilisation des fonds comprenant un calendrier détaillé d'investissements, conforme aux catégories d'investissement figurant dans cet

Avenant, et l'indication des apports annuels nécessaires des différentes sources de financement avec lesquelles le Programme sera financé ; et (iv) le format des rapports relatifs à l'exécution du Programme visés aux Articles 7.03 des Normes Générales de l'Accord Cadre et de l'Accord de Financement Additionnel. Lorsque cet Avenant prévoit l'autorisation de dépenses antérieures à sa signature ou à celle de la Résolution approuvant la réorientation des ressources du financement non remboursable, le rapport initial devra inclure un état des investissements et, conformément aux objectifs du Programme, une description des travaux exécutés dans le cadre du Programme ou un état des crédits accordés, selon le cas, jusqu'à une date immédiatement antérieure à celle du rapport.

- (d) L'Organisme d'Exécution aura démontré à la Banque qu'il possède un système d'information financière et une structure de contrôle interne appropriés pour remplir les objectifs indiqués dans le présent Avenant.
- (e) L'Organisme d'Exécution devra avoir développé, en consultation avec la Banque, un Système de Gestion Environnementale et Sociale « SGES »<sup>1</sup> pour le Programme (qui inclut les deux Sous-programmes ainsi que les projets qui seront financés par chacun d'entre eux) et devra l'avoir incorporé dans les deux Manuels d'Opérations du Programme ; la capacité de gestion des risques environnementaux et sociaux de l'UCP devra avoir été évaluée et les responsabilités devront être claires et fixées dans ce domaine ; et l'Organisme d'Exécution devra avoir effectué la formation du personnel clé du MEF ainsi que des parties concernées dans l'exécution du Programme (y compris le MCI) pour le développement du SGES.

2. Le premier décaissement des ressources pour financer le Sous-Programme I est subordonné, en plus de conditions préalables stipulées dans le paragraphe 1 ci-dessus, à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque :

- (a) Toutes les conditions pour le premier décaissement du financement non remboursable 2827/GR-HA auront été remplies.

3. Le premier décaissement des ressources pour financer le Sous-Programme II est subordonné, en plus de conditions préalables stipulées dans le paragraphe 1 ci-dessus, à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque :

- (a) Le Manuel d'Opérations pour le Sous-programme II aura été entrée en vigueur, avec la non-objection préalable de la Banque.
- (b) L'Unité Central de Gestion des Partenariats Public-Privé « UCGPPP » au sein du MEF devra être dotée en personnel.

---

<sup>1</sup> "ESMS" (*Environmental and Social Management System*) en anglais. Le SGES est décrit dans le paragraphe 4.12 de l'Annexe.

- (c) L'Unité de Coordination de Projets « UCP » du MEF devra avoir désigné un responsable pour la gestion du Sous-programme II.

#### **ARTICLE IV. AUTRES DISPOSITIONS AU DÉCAISSEMENT DES RESSOURCES RÉORIENTÉES**

1. **Remboursement de dépenses imputables au Programme.** Le Bénéficiaire, avec l'assentiment de la Banque, pourra utiliser les ressources réorientées par le présente de la Contribution et de la Contribution Additionnelle, pour rembourser des dépenses effectuées ou pour financer les dépenses qui seront effectuées au titre du Programme à compter du 17 décembre 2012 et jusqu'à la date du présent Avenant, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans ce même instrument.

2. **Reconnaissance de dépenses imputables au Programme.** La Banque pourra reconnaître comme partie de l'apport de contrepartie, les dépenses effectuées ou les dépenses qui seront effectuées au titre du Programme à compter du 17 décembre 2012 et jusqu'à la date du présent Avenant, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans ce même instrument.

3. **Délai du dernier décaissement.** (a) Le délai pour engager les ressources de la Contribution et de la Contribution Additionnelle dans le cadre du Programme sera de quarante-deux (42) mois, à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Avenant. Les ressources seront considérées comme engagées après la date à laquelle l'Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale étant habilitée à effectuer des dépenses, ont signé le contrat respectif.

(b) Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution dans le cadre de l'Accord Cadre et de la Contribution Additionnelle dans le cadre de l'Accord de Financement Additionnel, qui ont été engagées en conformité avec le paragraphe (a) ci-dessus, sera de quarante-huit (48) mois, à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Avenant. Donc, les Clauses 2.05 des Clauses Spéciales de l'Accord Cadre et de l'Accord de Financement Additionnel sont entendues comme modifiées en conséquence.

4. Les ressources décaissées de la Contribution et de la Contribution Additionnelle seront maintenues dans des comptes bancaires séparés.

## ARTICLE V. EXÉCUTION DU PROGRAMME

1. **Mécanisme d'exécution.** L'exécution du Programme sera réalisée en conformité avec cet Avenant, en particulier, le paragraphe 2 de l'Article II et cette Article V, ainsi que les spécifications décrites à la Section IV de l'Annexe.

2. **Passation des marchés de travaux et biens.** Les passations des marchés de travaux, biens et services connexes du Programme seront subordonnées aux dispositions établies dans le Document GN-2349-9 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de mars 2011 (dispositions ci-après dénommées les « Politiques de Passation des Marchés »), que le Bénéficiaire déclare connaître et s'engage à faire connaître à l'Organisme d'Exécution, ainsi qu'aux dispositions suivantes :

- (a) **Appel d'Offres International** : A partir d'un montant estimé égal ou supérieur à un million de dollars (ÉU\$1.000.000) pour les marchés de travaux, et à cent mille dollars (ÉU\$100.000) pour les marchés de biens et services connexes, les contrats seront adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Passation des Marchés. Les contrats de travaux, biens et services connexes dans le cadre du Programme et objet d'Appel d'Offres International seront mis en œuvre en utilisant les documents d'appel d'offres standard émis par la Banque.
- (b) **Autres méthodes des passations des marchés** : Toutes les autres passations des marchés non comprises dans l'alinéa (a) ci-dessus, se feront conformément aux dispositions de la Section III des Politiques de Passation des Marchés et aux montants des seuils applicables aux passations de marchés correspondants, tel qu'établis par la Banque.
- (c) **Information à mettre à la disposition de la Banque** : L'Organisme d'Exécution s'engage : (i) à réaliser les passations des marchés de travaux, biens et services connexes conformément aux plans généraux, aux cahiers des charges, aux caractéristiques techniques, aux budgets et autres documents nécessaires à l'acquisition ou la construction, y compris les directives spécifiques et autres documents nécessaires à l'appel d'offres ; et (ii) dans le cas spécifique des ouvrages, à obtenir, avant l'initiation des travaux, la preuve qu'il détient la propriété légale, les servitudes ou autres droits nécessaires à la réalisation des travaux de construction prévus par le Programme.
- (d) **Examen des décisions concernant les passations de marchés** :
  - (i) **Planification des Passations des Marchés** : Avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation de la Banque, le Plan de Passation des Marchés proposé pour chaque Sous-programme, conformément aux dispositions du paragraphe 1 des Politiques de

Passation des Marchés. Ces plans devront être actualisés semestriellement, à moins que la Banque et l'Organisme d'Exécution n'en décident autrement, pendant la période d'exécution du Programme, et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des travaux et biens seront réalisées d'après les Plans de Passation des Marchés approuvés par la Banque et les dispositions du paragraphe 1 indiquées ci-dessus.

- (ii) Examen préalable : Les passations des marchés effectuées pour ce Programme seront révisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice I des Politiques de Passation des Marchés sous réserve que la Banque et l'Organisme d'Exécution en décident autrement.

3. **Entretien des travaux.** En plus de qui est établi aux Clauses 3.02 des Clauses Spéciales de l'Accord Cadre et de l'Accord de Financement Additionnel, le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution s'engagent à ce que les ouvrages et équipements compris dans le Programme soient entretenus convenablement, conformément à des normes techniques généralement acceptées. S'il ressort des inspections effectuées par la Banque, ou des rapports qu'elle reçoit, que l'entretien n'est pas conforme aux niveaux convenus, le Bénéficiaire devra prendre les mesures nécessaires pour pallier totalement les insuffisances.

4. **Recrutement et sélection des consultants.** Le recrutement des consultants du Programme sera subordonné aux dispositions établies dans le Document GN-2350-9 (Politiques pour la sélection et recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement), daté du mois de mars 2011 (dispositions ci-après dénommées les « Politiques de Consultants »), que le Bénéficiaire déclare connaître et s'engage à faire connaître à l'Organisme d'Exécution, ainsi qu'aux dispositions suivantes :

- (a) Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) : À moins que le Bénéficiaire et la Banque n'en conviennent autrement, la sélection et le recrutement de consultants seront effectués moyennant des contrats adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Consultants applicables à la sélection de consultants fondée sur la qualité et le coût. Aux fins des dispositions du paragraphe 2.7 des Politiques de Consultants, dans le cas des contrats de services de consultants dont le coût est estimé à moins de l'équivalent de cent mille dollars (ÉU\$100.000), les listes courtes de consultants peuvent être constituées dans leur intégralité de consultants ou de cabinets de conseil qui sont des ressortissants de la République d'Haïti. Les contrats de services estimés à l'équivalent de deux cent mille dollars (ÉU\$200.000) ou plus par contrat doivent faire l'objet d'une publication internationale, conformément à la disposition du paragraphe 2.5 des Politiques des Consultants. Les contrats de services de conseil dans le cadre du Programme seront mis en œuvre en utilisant les documents de la demande de propositions type émis ou convenu avec la Banque.

- (b) Autres méthodes de sélection et recrutement de consultants : Les méthodes suivantes de sélection différentes de celle indiquée au paragraphe (a) antérieur, pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans ces politiques pour son utilisation: (i) sélection fondée sur la qualité ; (ii) sélection dans le cadre d'un budget déterminé ; (iii) sélection "au moindre coût" ; (iv) sélection fondée sur les qualifications des consultants ; (v) sélection par entente directe ; (vi) pratiques commerciales ; (vii) sélection de catégories particulières ; et (viii) sélection des consultants individuels.
- (c) Examen des décisions concernant les passations de marchés :
  - (i) Planification de sélection et recrutement : Avant de lancer un appel à propositions, l'Organisme d'Exécution devra présenter à l'examen et approbation de la Banque, les Plans de Passation des Marchés proposé pour chaque Sous-programme. Ces plans devront inclure le coût estimé pour chaque contrat, les critères de sélection et les procédures qui seront applicables, conformément au paragraphe 1 de l'Annexe 1 des Politiques de Consultants. Ces plans devront être actualisés semestriellement, à moins que la Banque et l'Organisme d'Exécution n'en décident autrement, pendant la période d'exécution du Programme, et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des services de consultants seront réalisées d'après les Plans de Passation des Marchés approuvé par la Banque et ses correspondantes actualisations.
  - (ii) Examen préalable : Les passations de marchés de services de consultants à effectuer pour ce Programme seront supervisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice I des Politiques de Consultants sous réserve que la Banque et l'Organisme d'Exécution en décident autrement.

5. **Manuels d'Opérations.** Chaque Sous-programme aura un Manuel d'Opérations, qui décrira les détails de son exécution. Ces Manuels d'Opérations incluront le SGES. Le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution conviennent de mettre en œuvre le Programme conformément aux dispositions décrites dans les Manuels d'Opérations et le SGES. Ces Manuels d'Opérations ne pourront être modifiés sans le consentement préalable exprès de la Banque. Si une disposition des Manuels d'Opérations ou le SGES n'est pas conforme aux termes et conditions de l'Accord Cadre, de l'Accord de Financement Additionnel ou de cet Avenant, c'est la disposition de l'Accord Cadre, de l'Accord de Financement Additionnel ou de l'Avenant qui prévaut, selon le cas.

6. **Conditions environnementales et sociales.** Les Parties conviennent qu'aucun projet de Catégorie A, selon le modèle de catégorisation du SGES, ne sera financé par les



ressources du Programme.

7. **Supervision de l'exécution du Programme.** La Banque utilisera le plan d'exécution du Programme auquel se réfère l'Article III, paragraphe 1 (c) de cet Avenant comme un instrument de supervision de l'exécution du Programme. Ledit plan devra se baser sur les Plans de Passation des Marchés dont traitent les paragraphes 2 (d)(i) et 4 (c)(i) du présent Article V, et devra comprendre la planification complète du Programme, incluant également le chemin critique des actions qui devront être exécutées pour que les ressources de la Contribution et de la Contribution Additionnelle soient décaissées dans le délai prévu dans le paragraphe 3 de l'Article IV du présent Avenant. Le plan d'exécution du Programme devra être actualisé lorsque nécessaire, en particulier lorsque se produiront des changements significatifs impliquant ou pouvant impliquer des retards dans l'exécution du Programme. Le Bénéficiaire devra informer la Banque des actualisations du plan d'exécution du Programme, au plus tard lors de la présentation du rapport semestriel de progrès correspondant.

8. **États financiers et autres rapports.** Le Bénéficiaire s'engage à ce que, par son intermédiaire ou celui de l'Organisme d'Exécution, soient présentés, les rapports suivants :

- (a) Dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice fiscal de l'Organisme d'Exécution et dans le délai imparti pour les décaissements de la Contribution et de la Contribution Additionnelle, les états financiers audités du Programme, dûment rapportés par une entreprise d'audit indépendante acceptable par la Banque. Le dernier desdits rapports sera présenté dans les soixante (60) jours suivant la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution.
- (b) Dans les soixante (60) jours suivant la date d'échéance de chaque semestre, et dans le délai imparti pour les décaissements de la Contribution et de la Contribution Additionnelle, des états financiers non audités du Programme.

## **ARTICLE VI. AUTRES DISPOSITIONS**

1. Aux fins de l'utilisation des ressources réorientées et du financement du Programme, si une disposition du présent Avenant n'est pas conforme à, ou est en contradiction avec les dispositions de l'Accord de Financement Additionnel ou de l'Accord Cadre, ce sera la disposition du présent Avenant et son Annexe qui prévaudra. Les Parties ratifient la validité de toutes les autres dispositions de l'Accord Cadre et de l'Accord de Financement Additionnel, tel que modifiés en vertu du présent Avenant.

2. Aux fins des Clauses 5.04 des Clauses Spéciales de l'Accord Cadre et de l'Accord de Financement Additionnel sur "Communications", tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Avenant, seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Economie et des Finances  
5 Avenue Charles Sumner  
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour toutes questions concernant l'exécution du Programme :

Adresse postale :

Unité de Coordination de Projets « UCP »  
Ministère de l'Economie et des Finances  
5 Avenue Charles Sumner  
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement  
1300 New York Avenue, N.W.  
Washington, D.C. 20577  
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

3. Les parties conviennent que le présent Avenant entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Avenant, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur. Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Avenant, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des parties ne sera engagée.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant habilité, signent le présent Avenant en deux (2) exemplaires de même teneur, à Port-au-Prince, République d'Haïti.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE  
DE DÉVELOPPEMENT

/s/

/s/

---

Marie Carmelle Jean-Marie  
Ministre de l'Économie et des Finances

---

Eduardo Marques Almeida  
Représentant